

Serbie : le risque de séparatisme, argument du gouvernement pour réprimer la contestation populaire

Description

Depuis novembre 2024, la présidence et le gouvernement serbes font face à un mouvement de contestation d'ampleur dénonçant la corruption du régime. L'exécutif cherche à le contenir en cherchant à en décrédibiliser les acteurs auprès de l'opinion publique. Le dernier argument avancé par le pouvoir est celui d'un risque de séparatisme qui « *déchirerait la Serbie* » avec l'avènement d'une république du Sandjak. Le 21 décembre, alors que 200 étudiants manifestaient à Novi Pazar dans le cadre d'une action baptisée « Eux ou nous », en réaction à la perte de leur statut d'étudiants et à une trentaine de licenciements au sein de l'université locale, le journal *Informer* titrait ainsi un de ses articles : « Manifestation à Novi Pazar, blocages et revendication de la République de Sandjak ».

Pour le quotidien *Danas*, la presse progouvernementale instrumentalise la thèse du séparatisme avant chaque manifestation, ce qui est le signe que le gouvernement se sent menacé. L'objectif du régime serait de semer la peur et la méfiance au sein de la population, afin qu'elle cesse de soutenir la contestation portée par les étudiants.

Tamara Maksić, députée du Front de la « gauche verte » (formation écologiste) à l'Assemblée nationale de Serbie, a précisé que toute manifestation non contrôlée par les autorités était désormais considérée comme étant « anti-serbe », « séparatiste », voire « commanditée par des puissances étrangères » et visant à « *déstabiliser la Serbie* » et à « *porter atteinte à sa souveraineté* ». Cette rhétorique servirait non pas à protéger l'État, mais à maintenir le gouvernement au pouvoir.

Sources : *Danas*, *Informer*.

date créée

03/01/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre